

SITUATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LE PAYS GABON



Situation au Gabon – Conditions de détention

- Lors du cycle précédent , le Gabon a reçu (de 11 pays) 15 recommandations à respecter les droits des détenus et améliorer les conditions de détention en termes d'accès aux soins de santé, alimentation, accès des familles et les mauvais traitements...Ainsi , l'inauguration de la maison d'arrêt des femmes et la scolarisation des détenus en classes d'examen , l'adduction en eau potable semblent s'inscrire dans l'application des recommandations formulées...
- De nombreux témoignages de tortures, de prisonniers battus, surpopulation carcérale (4000 prisonniers prévue accueillir 500 à sa construction) , violation des délais de détention préventive (plus 1/3) , et de nombreux cas de décès liés aux mauvaises conditions de détention (au moins 6 cas entre 2020 et 2022 pour la prison de Libreville) , système de rationnement alimentaire aléatoire, couverture des frais de santé des détenus par les famille...
- Nouveaux besoins: améliorer les conditions de détention, respect des droits des détenus, réduire le fort taux des personnes en détention préventives, donner accès à l'assurance maladie aux détenus ,diligenter des enquêtes sur les décès des détenus, sanctionner les auteurs de mauvais traitements, faciliter l'accès à une alimentation saine, assurer la scolarité de tous les jeunes détenus en âge de scolarisation et non uniquement ceux en classes d'examen

Recommandations – Sujet 1

- Établir un renforcement régulier des capacités de l'administration pénitentiaire et judiciaire concernant les droits des prisonniers, la création d'un organisme indépendant chargé de veiller au respect des droits des détenus; Assurance Maladie obligatoire pour les détenus et mise en place d'une cantine ...
- Appliquer l'article 224-1 du code penal pour sanctionner les auteurs d'actes de tortures et de barbarie dans les prisons
- Établir une commission interministerielle santé , education nationale, justice et affaires sociales sur la question du respect des droits des détenus

Situation dans le Pays X – Sujet 2

- Lors du cycle précédent, le Gabon a pris 13 engagements volontaires dont certains visent à renforcer le respect des procédures légales et le respect des droits humains avec la société civile.
- Nouveaux développements: entre 2018 et 2022 on enregistre encore des nombreux cas d'arrestation/détention arbitraires dont ceux de certains leaders syndicaux (cas Jean Rémy YAMA leader de la plus grande coalition syndicale du secteur public arrêté depuis février 2022 et toujours détenu malgré son état de santé fragile) et activistes (notamment lors du mouvement des casseroles en février 2021) ...
- Nouveaux besoins: protéger les leaders et activistes, et défenseurs des droits contre les arrestations arbitraires, sanctionner les cas flagrant de violations des procédures ...

Recommandations – Sujet 2

- Établir un manuel de vulgarisation des procédures sur les arrestations à l'usage du public et des agents des Forces de Défense et Sécurité,
- Modifier la loi ou encourager la recevabilité des plaintes des personnes victimes d'arrestations arbitraires; arrimer la législation nationale aux principes du Pacte Internationale des Droits Civils et Politiques ratifié par le Gabon.
- Établir une commission interministerielle sous forme d'un observatoire national des droits de l'homme et de la sécurité humaine et le mécanisme national de prévention contre la torture et les intimidations des leaders .

Situation pays Gabon – Sujet 3: les droits environnementaux

- Lors du cycle précédent le Gabon n'a pas reçu de recommandations spécifique sur les droits environnementaux ...
- Nouveaux développements: On signale entre 2020 et 2022 une dizaines de cas de pollution des eaux et des sols dans la région d'Étimboué par l'entreprise pétrolière Perenco. A cela s'ajoute la situation de saturation de la décharge publique de Mindoumbe à Libreville qui se retrouve aujourd'hui en pleine ville .Enfin une recrudescence des conflits hommes-faunes est aussi signalée avec au moins une douzaine de cas d'attaques mortelles des éléphants et des nombreux cas de destruction des plantations dans les zones rurales (Provinces du:Woleu Ntem, Ogouée Ivindo, Lolo, Haut-Ogouée , Ngounié, Nyanga)
- Nouveaux besoins: renforcer le dispositif légal en matière de prévention des catastrophes environnementales et la santé des populations et la sécurité physique et alimentaire des populations rurales...

Recommandations – Sujet 3

- Établir un mécanisme d'alerte pollution et d'intervention pour la prévention et la prise en charge des victimes...
- Modifier ou renforcer la loi n°7/2014 sur l'efficacité des textes d'application du code l'environnement en matière sanctions et de dépollution et contrôle des industries à risque environnemental élevé/Adapter les mécanismes d'indemnisation / atténuation des catastrophes environnementales
- Établir une commission interministerielle: chargée de la prévention et la gestion des catastrophes et conflits environnementaux ...

Sources d'informations

- ❑ -Rapport sur le Pacte International des Droits Civils et Politiques 2020 (PIDCP).
- ❑ Rapport alternatif OSC EPU 2017 par Brainforest et Dynamique OSCAF Gabon.
- ❑ Site d'information en ligne Gabonreview
- ❑ Entretiens & échanges avec les ONG : S.O.S prisonniers (voir aussi page facebook sos prisonniers du Gabon) , ROLBG et l'activiste,
- ❑ Témoignages des anciens détenus et leurs familles dans le cadre de nos ateliers sur les droits humains et le plaidoyer contre la restriction de l'espace civique des OSC au Gabon
- ❑ France 24 : reportage des Observateurs intitulé : les dégâts du pétrole low-cost ; diffusé en Septembre 2022.

- ❑ ONDO ELIBIYO Sentiment /chargé projets
- ❑ Tel: 241 77 39 17 22
- ❑ E-mail: helbiyo2@yahoo.fr